

Les échanges entre le Japon et l'Indochine française durant la seconde guerre mondiale : aux origines de la collection d'art khmer du musée national de Tokyo

第二次世界大戦期における日本と仏領インドシナの美術品交換：東京国立博物館クメール美術所蔵品の由来について

*The Exchange of Art between Japan and French Indochina during World War II:
The Origins of the Khmer Art Collection at the Tokyo National Museum*

Sadao Fujihara

Traducteur : Arnaud Nanta et Christophe Marquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1648>

DOI : 10.4000/ebisu.1648

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Édition imprimée

Pagination : 155-174

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Sadao Fujihara, « Les échanges entre le Japon et l'Indochine française durant la seconde guerre mondiale : aux origines de la collection d'art khmer du musée national de Tokyo », *Ebisu* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 20 septembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1648> ; DOI : 10.4000/ebisu.1648

Les échanges entre le Japon et l'Indochine française durant la seconde guerre mondiale

Aux origines de la collection d'art khmer
du musée national de Tokyo

FUJIHARA Sadao

第二次世界大戦期における日本と仏領インドシナの美術品交換：
東京国立博物館クメール美術所蔵品の由来について

藤原貞朗

The Exchange of Art between Japan and French Indochina
during World War II: The Origins of the Khmer Art Collection
at the Tokyo National Museum

FUJIHARA Sadao

▼ **Mots-clés** : Archéologie, art, colonisation, EFEO, Indochine, Japon.

L'auteur : Fujihara Sadao est professeur à l'université d'Ibaraki. Il est historien de l'art, spécialiste de l'Indochine française et de l'École Française d'Extrême-Orient durant l'époque coloniale.

Résumé : Le musée national de Tokyo possède la collection d'objets d'art khmer la plus fournie au monde après celles des musées français et cambodgiens. Cette collection été constituée en 1944, durant la seconde guerre mondiale, grâce à un échange effectué avec l'École française d'Extrême-Orient. Le Musée impérial de Tokyo obtint alors soixante-neuf objets des institutions coloniales françaises, auxquelles il offrit trente-et-un objets d'art japonais anciens. Le présent article éclaire d'abord les origines de cet échange, puis interroge les objectifs de cette transaction pour le Japon et pour l'Indochine française. Enfin, il analyse le processus de sélection des objets.

▼ キーワード

考古学、美術、植民地主義、極東学院、
仏領インドシナ、日本

著者

藤原貞朗は茨城大学教授。美術史学を専門とし、植民地時代の仏領インドシナにおける美術政策などを研究している。

要旨

東京国立博物館はフランスとカンボジアの施設に次いで、多数のクメール美術品コレクションを所蔵している。この所蔵品は第二次世界大戦中の1944年に、日本と極東学院との間で交換されたものを基礎に形成された。東京帝室博物館は当時、仏領インドシナにあったフランス極東学院から69点の美術品を受け取り、代わりに31点あまりの日本の古美術品をインドシナへ贈ったのであった。本稿では交換の起源を明らかにし、次に日本と仏領インドシナにとっての意義を問題とする。そして、最後に交換された美術品がいかにして選ばれたのかを分析したい。

▼ **Keywords:** Archaeology, Art, Colonialism, EFEO, Indochina, Japan.

The Author: Fujihara Sadao is a professor at Ibaraki University. He is an art historian. His field of study concerns French Indochina and the *École française d'Extrême-Orient* during the colonial era.

Abstract: The Tokyo National Museum possesses the largest collection of Khmer art in the world after French and Cambodian museums. This collection was assembled in 1944, during World War II, through an exchange between Imperial Japan and the *École française d'Extrême-Orient*. During this period, the Imperial Museum of Tokyo acquired sixty-nine objects from French colonial institutions and in return offered them thirty-one ancient Japanese artefacts. This article will first seek to shed light on the origins of this exchange before exploring the objectives of the transaction for Japan and French Indochina. Finally, it will analyze the process used to decide which objects were to be exchanged.

Les échanges entre le Japon et l'Indochine française durant la seconde guerre mondiale

Aux origines de la collection d'art khmer du musée national de Tokyo

FUJIHARA Sadao 藤原貞朗*

La galerie asiatique du musée national de Tokyo a rouvert ses portes en janvier 2013 après des travaux de rénovation visant à renforcer sa résistance antisismique. Une nouvelle salle d'exposition permanente a été aménagée en sous-sol afin de présenter dix-huit sculptures et quinze céramiques khmères produites entre le IX^e et le XII^e siècle. Ces œuvres, jusqu'alors entreposées dans les réserves du musée, ont suscité un intérêt d'autant plus grand qu'aucun autre musée japonais ne possède un nombre aussi important d'objets khmers anciens. Il n'existe d'ailleurs aucune collection aussi fournie dans le monde en dehors de la France et du Cambodge.

Cette collection a été constituée en 1944, durant la seconde guerre mondiale, grâce à un échange d'objets d'art avec l'École française d'Extrême-Orient (EFEO). Les œuvres alors obtenues se composaient de trente-et-une sculptures, de treize statues bouddhiques et autres bronzes, et de vingt-cinq céramiques, soit au total soixante-neuf pièces qui offrent un panorama riche et varié de l'art khmer. Les archives de l'époque mentionnent « vingt-trois caisses, huit tonnes », pour une valeur estimée à « 50 000 yens (environ 125 000 francs) ». Le musée impérial de Tokyo, actuel musée national de Tokyo, envoya en contrepartie en Indochine trente-et-un

* Université d'Ibaraki 茨城大学.

objets d'art japonais anciens, dont une peinture de Kanō Michinobu 狩野典信 (1730-1790) et une sculpture en bois du bouddha Amida datant de la période Kamakura, ainsi que trente-quatre objets d'art et documents ethnographiques. On recense fort peu d'échanges entre le Japon et un pays étranger ayant porté sur un aussi important volume d'objets de cette qualité. Le présent article s'interrogera sur les objectifs, pour le Japon et pour l'Indochine française, de cette transaction, effectuée durant ce moment spécifique que fut la guerre.

1. Un bref historique de l'échange

L'histoire de cet accord peut être approchée grâce aux archives de l'EFEO, au *Journal du département des sculptures du musée impérial* (*Teishitsu haku-butsukan chōkoku-shitsu nisshi* 皇室博物館彫刻室日誌), ainsi qu'au bulletin *Kokusai bunka* 国際文化 (*Relations culturelles internationales*) publié par la Société pour le développement des relations culturelles internationales (*Kokusai bunka shinkōkai* 国際文化振興会) qui servit d'intermédiaire dans les négociations. Il est néanmoins difficile de saisir clairement les tenants et les aboutissants de l'ensemble du processus, car les archives de l'EFEO correspondantes ont disparu. Le carton 9 concerne l'échange et la vente d'objets d'art ancien cambodgien ; à l'intérieur de celui-ci, la rubrique « R10-3. Échange » contient un dossier intitulé « Échange d'objets archéologiques entre l'École et le musée du Japon, 1941 », mais ce dossier est présentement vide. Il y est noté au crayon « →J4 Musée du Japon », ce qui signifie que lesdits documents auraient été transférés vers un autre dossier, mais il n'existe aucune rubrique archivistique de référence « J4¹ ». On peut juste supposer que ces documents ont été emportés par quelqu'un entre 1941 et 1944. L'histoire de cet échange d'objets d'art ne pourra être bien saisie qu'à condition de retrouver ces archives. En l'état, nous devons nous contenter de croiser les autres archives de l'EFEO et la documentation japonaise disponible, assez peu nombreuse.

1. Archives de l'École française d'Extrême-Orient (AEFEO), R.10-3. Échange, « Échange d'objets archéologiques entre l'École et le musée du Japon, 1941 ».

Le musée national de Tokyo a publié en 1998 un catalogue intitulé *Angkor. Khmer Art Exchanged with l'École Française d'Extrême-Orient*, qui a enfin permis de saisir, au moins de façon partielle, le déroulement de l'échange entre 1941 et 1944 (Asanuma 1998). Mais si cette publication inventorie les documents possédés par le musée, elle n'utilise cependant pas la documentation de l'EFEO. Du côté de l'historiographie française, seul l'ouvrage de Pierre Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges* évoque l'échange, de façon assez succincte (Singaravélou 2000). Enfin, nous avons analysé les documentations française et japonaise en 2008 dans notre ouvrage *Orientalisuto no yūutsu* オリエンタリストの憂鬱 (Fujihara 2008 ; Iyanaga 2009), où nous avons retracé l'historique de ces tractations en nous appuyant sur les études antérieures. Voyons-en maintenant les grandes lignes.

L'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie en septembre 1939 eut pour conséquence la déclaration de guerre française. Paris allait tomber neuf mois plus tard, puis la France signait un armistice avec l'Allemagne. Le gouverneur général de l'Indochine était alors le vice-amiral Jean Decoux, fidèle au nouveau régime mis en place par Pétain. Prenant acte de cette situation, le Japon, qui souhaitait obtenir le soutien français dans la guerre contre la Chine, développa une collaboration militaire avec l'Indochine. Un accord militaire fut signé avec Decoux en août 1940 et l'armée impériale s'installa dans la péninsule dès septembre. C'est dans ce cadre politique général que des échanges culturels débutèrent entre le Japon et l'Indochine. Pour reprendre une formule de l'époque, une telle « politique culturelle » (*bunka kōsaku* 文化工作) devait servir à souligner, vis-à-vis de l'étranger, l'importance de la présence japonaise en Indochine. La Kokusai bunka shinkōkai et l'EFEO furent les deux acteurs de cette politique.

Si les archives de l'EFEO ne renferment aujourd'hui plus aucun document touchant directement aux transactions de 1941-1944, on y trouve néanmoins des archives décrivant les échanges culturels conduits avec le Japon durant la guerre. L'entrée « Correspondance avec des sociétés savantes japonaises (1923-1944) » contient quelque cent trente documents et textes issus d'échanges avec des organisations publiques ou avec des chercheurs japonais durant ces années, dont quelque soixante-dix pour la période 1940-1944, qui éclairent le contenu de ces relations. L'idée d'échange aurait vu le jour en novembre 1940. Satō Kenryō 佐藤賢了 (1895-1975), consul général pour l'Armée de Chine du Sud (*Minami shina hōmen gun*

sanbō fukuchō 南支那方面軍參謀副長), soumit alors à Decoux le projet d'envoyer des membres de l'EFEO en mission au Japon². Un « échange de savants entre l'Indochine et le Japon », c'est-à-dire un envoi réciproque de chercheurs, fut alors décidé. À peine deux mois s'étaient écoulés depuis que l'armée japonaise stationnait en Indochine. Le Japon dépêcha le médecin et homme de lettres Ōta Masao 太田正雄 (1885-1945, connu sous le nom de plume Kinoshita Mokutarō 木下柰太郎), professeur à l'université impériale de Tokyo, d'avril à juillet 1941, tandis que l'EFEO envoya Victor Goloubew (1878-1945) depuis l'Indochine de mai à juillet 1941. Le célèbre archéologue Umehara Sueji 梅原末治 (1893-1983), de l'université impériale de Kyoto, fut envoyé en Indochine en décembre 1942, où il réalisa des fouilles et effectua plusieurs conférences.

Des expositions artistiques croisées furent également organisées parallèlement à ces « échanges de savants ». Une *Exposition de la peinture japonaise contemporaine* eut lieu de façon itinérante en divers endroits de l'Indochine entre octobre et décembre 1941. Plusieurs peintres japonais, dont Fujita Tsuguharu 藤田嗣治 (1886-1968), accompagnèrent cette exposition et donnèrent des conférences à cette occasion. Elle fut suivie en juin 1943 par une *Exposition de la peinture indochinoise contemporaine*, qui présenta les artistes vietnamiens au Japon. Ces expositions ont été étudiées en détail par l'historienne de l'art Kuwahara Noriko (Kuwahara 2008).

L'« Échange d'objets archéologiques » occupe évidemment une place centrale au sein de ces collaborations culturelles. Le projet en fut formulé dès avril 1941 et l'échange réalisé en 1944. Un courrier envoyé par la Kokusai bunka shinkōkai au directeur de l'EFEO, George Cœdès (1886-1969), rapporte que celui-ci rencontra le comte Kuroda Kiyoshi 黒田清 (1893-1951), président exécutif de la Société, alors en visite en Indochine, et que les deux parties élaborèrent conjointement un projet d'« échanger des œuvres exposées dans des musées³ ». De retour au Japon, Kuroda étudia les détails d'un tel échange en réunion du conseil de la Société, puis

2. AEFEO, « Pièce remise par M. le Consul Général Sato au cours d'une visite faite à M. le Secrétaire général, Hanoi, le 4 nov. 1940 » ; « lettre du directeur de l'Instruction publique en Indochine à M. le Secrétaire général du gouvernement général de l'Indochine, le 8 nov. 1940 ».

3. AEFEO, « lettre de la Kokusai Bunka Shinkokai à George Cœdès », 6 avril 1941 ; « lettre du comte Kiyoshi Kuroda à G. Cœdès », le 16 juin 1941.

transmit à l'EFEO en juillet 1941 le souhait suivant : « Nous désirons avoir l'ensemble, si possible, des objets archéologiques d'art khmer⁴ ». L'EFEO décida dès septembre quelles seraient les pièces envoyées, puis transmit au musée impérial de Tokyo une liste de soixante-neuf objets (avec photographies) désirés en contrepartie (*Asahi shinbun* 20 novembre 1941).

Le musée impérial étudia alors la liste reçue de la part de l'EFEO afin de sélectionner les pièces qui pourraient être envoyées en retour. Ce processus prit davantage de temps que dans le cas de l'École, puisque la décision finale ne fut prise qu'en juillet 1942⁵. Une déclaration du ministère de la Maison impériale du 23 juillet 1942 précise que trente-et-un objets furent sélectionnés, parmi lesquels trois peintures – dont un paysage en triptyque sur rouleau vertical de Kanō Michinobu –, une statue en bois du bouddha Amida datant de la période Kamakura, ou encore cinq masques de nō. Kanō Michinobu était un peintre officiel du shogunat, actif dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, et la qualité d'exécution de ses œuvres avait été soulignée par l'historien de l'art Okakura Kakuzō 岡倉覚三 (Okakura Tenshin 岡倉天心, 1863-1913). Les œuvres échangées étaient donc de première importance du point de vue historique et artistique. En outre, elles permettaient de présenter de façon synthétique la culture artistique japonaise, en couvrant outre la peinture, l'art du décor sur laque, la céramique ou la création textile⁶. Huit autres pièces d'artisanat japonais

4. AEFEO, « lettre de Matsuzo Nagai à G. Coedès », Tokyo, le 8 juillet 1941.

5. Archives du musée national de Tokyo, *Teishitsu hakubutsukan chōkoku-shitsu nishsi*, année 1942.

6. Voici la liste de ces trente-et-un objets. Trois œuvres picturales : une paire de paravents de la période d'Edo, d'artiste inconnu, sur le thème des fleurs et des oiseaux aux quatre saisons (*shiki kachō-zu byōbu* 四季花鳥図屏風) ; un triptyque de paysage (*sansui sanpuku zu* 山水三幅図) de Kanō Michinobu ; une paire de paravents représentant notamment la pêche dans la rivière Uji (*Uji-gawa ajiro zu* 宇治川網代図) exécutée par Mori Yoshiaki 森義章 (1801-1873). Une statue du bouddha Amida (*Amida nyōrai ryūzō* 阿弥陀如来立像) de la période Kamakura et d'artiste inconnu. Cinq masques de nō de types *Asakurajō* 朝倉尉, *Kozura* 小面, *Hannya* 般若, *Kentoku* 賢徳 (masque de *kyōgen*) et *Buaku* 武悪. Une boîte à papier à décor de poudre d'or sur laque (*chidori maki-e ryōshi-bako* 千鳥蒔絵料紙箱) et un écritoire à décor de poudre d'or sur laque (*yamabuki maki-e suzuri-bako* 山吹蒔絵硯箱). Un *inrō* à décor de prunier (*ume maki-e inrō* 梅蒔絵印籠). Un grand sabre en argent (*ginzō nodachi* 銀造野太刀). Dix gardes de sabre (*tsuba* 鐔), dont sept attribuées à l'artisan du XVII^e siècle, Matashichi 又七. Un objet en céramique de

– dont une armure et un palanquin – ainsi que vingt-six objets aïnous furent ajoutés par la Société en août 1942⁷. Il était impossible jusqu'à récemment de juger la valeur artistique de ces objets, puisqu'ils avaient malheureusement disparu, mais la redécouverte récente de vingt-et-un des trente-et-un objets japonais a rouvert ce dossier⁸. Contentons-nous de noter ici que, selon les sources historiques disponibles, soixante-cinq pièces avaient été offertes par le Japon, l'EFEO en offrant en échange soixante-neuf de niveau équivalent. Le Japon fit partir sa sélection vers l'Indochine en mars 1943.

Une cérémonie officielle fut organisée en septembre 1943 au musée Blanchard de la Brosse à Saïgon (aujourd'hui musée de l'histoire du Vietnam de Hô-Chi-Minh-Ville), afin de célébrer l'échange en présence de

Kiyomizu représentant un singe (*Kiyomizu-yaki saru-okimono* 清水焼猿置物). Un vase à ikebana de Satsuma à anses ornées de têtes de dragon (*Satsuma-yaki iro-e ryūji kabin* 薩摩焼色絵龍耳花瓶). Trois grands plats décorés de Kutani (*Kutani-yaki iro-e budō-mon sara* 九谷焼色絵葡萄文皿), de Nabeshima (*Nabeshima-yaki sometsuke hōju-mon sara* 鍋島焼染付宝珠文皿) et d'Imari (*Imari-yaki iro-e ōzara* 伊万里焼色絵大皿). Une boîte hexagonale en céramique de Seto (*Seto-yaki iro-e rokkaku jūbako* 瀬戸焼色絵六角重箱). Un orgue à bouche laqué à motif de paon à la poudre d'or (*kujaku maki-e shō* 孔雀蒔絵笙). Un kimono à courtes manches (*shiro-rinzu jidake orizuru moyō kosode* 白綸子地竹折鶴模様小袖).

7. Voici le détail de cette seconde liste. Une armure complète (*moegi-odoshi dō-maru* 萌黄威胴丸), qui avait anciennement appartenue à la famille Aoyama 青山家 du fief de Sasayama dans la province de Tanba 丹波篠山. Un palanquin seigneurial (*o-kago* 御駕籠) et une paire de coffres pour transporter les effets personnels d'un seigneur (*go-sakibako* 御先箱). Un accroche-vêtements (*ekō* 衣桁). Un kimono à manches courtes (*kosode* 小袖). Une ceinture de kimono (*obi* 帯). Un ensemble de deux poupées de théâtre *bunraku* (*bunraku ningyō* 文楽人形) de types Hashiba Hisakichi 羽柴久吉 et Kijo 鬼女. Deux figurines en ivoire (*zōge zaiku ningyō* 象牙細工人形). Les objets aïnous comprenaient des peignes (*hara* 篋), des vêtements tissés en fibre végétale (*atsushi-ori* 厚司織), des étuis à tabac (*tabako-ire* 煙草入), des plats (*bon* 盆), de grands sabres (*tachi* 太刀) et des sabres courts (*koshigatana* 腰刀).

8. Ces objets ne figuraient ni à l'EFEO, ni au musée national d'histoire vietnamienne de Hanoi (Asanuma 1998) lors de la rédaction du présent article. Vingt-et-une pièces japonaises, dont le masque de nō *Buaku* ainsi que des gardes de sabre, ont été redécouverts à l'automne 2013 dans les réserves de ce musée. Quinze d'entre elles y ont été présentées en janvier 2014 lors d'une exposition sur la culture japonaise, coordonnée par le musée, l'agence japonaise de la Culture et le musée national de Kyūshū, chargé de l'identification des objets. Les deux musées ont expliqué qu'ils poursuivraient la recherche des objets manquants.

l'ensemble de la collection. L'EFEO envoya ensuite les pièces khmères vers le Japon en décembre 1943. Elles y parvinrent en janvier 1944 et furent remises au musée impérial en septembre. Ces œuvres d'art khmer ne furent cependant pas exposées au Japon pour faire la publicité des « échanges culturels » franco-japonais. La seconde guerre mondiale entrainait dans sa phase finale alors que les Alliés venaient de libérer Paris au mois d'août et la chute du régime de Vichy eut pour effet d'isoler l'Indochine française. Le Japon enchaînait quant à lui les défaites depuis la fin de l'année 1943 et sa politique indochinoise allait passer de la collaboration militaire à la répression armée. Les œuvres d'art furent évacuées vers des lieux jugés plus sûrs après le début des bombardements américains en novembre 1944. La collection d'art khmer perdit ainsi l'occasion d'être exposée. Elle ne fut montrée au public qu'en septembre 1949, quatre ans après la défaite.

2. Les objectifs de l'« échange d'objets artistique anciens »

Ces objets d'art khmer parvinrent au Japon dans le contexte spécifique de la guerre. Pierre Singaravélou considère qu'il s'agissait de « cadeaux politiques » (Singaravélou 2000 : 261). Mais si cet échange possède en soi un sens politique fort et évident, ces « cadeaux » ne furent ni exigés, ni imposés par le Japon. En effet, l'EFEO offrit spontanément un important ensemble de soixante-neuf pièces, pour une valeur estimée à environ 50 000 yens ou 125 000 francs, alors que la partie japonaise n'avait fait aucune demande spécifique, ni en volume ni quant à la valeur des objets désirés. Cet échange ne fut en aucune façon imposé, et les responsables japonais concernés furent même troublés par l'important volume d'objets reçus. Un article du quotidien *Asahi* du 20 novembre 1941 titra « Un ensemble de chefs-d'œuvre jamais sortis du pays : soixante-et-onze pièces d'art ancien provenant d'Indochine française », tout en présentant cinq clichés de ces objets (fig. 1)⁹.

9. La documentation mentionne soixante-et-onze objets à cette date, mais soixante-neuf sont aujourd'hui enregistrés. L'écart entre ces deux chiffres s'explique par le fait que certains furent envoyés démontés (tête et buste séparés pour une statue en pierre ; de même pour un bas-relief), puis réassemblés sur place. Cela entraîna une légère différence dans le décompte total, qui concorde par ailleurs, entre cette époque et aujourd'hui, pour les bronzes et pour les céramiques.

Et cet article d'expliquer que « ces œuvres d'art sont du niveau des trésors nationaux pour l'Indochine française », et que « le musée impérial, qui a été chargé d'évaluer leur valeur artistique, est émerveillé ». Autrement dit, les objets reçus en échange des œuvres japonaises envoyées en Indochine dépassaient toutes les attentes japonaises en qualité comme en volume.



Fig. 1
Article du journal *Asahi* annonçant l'envoi des œuvres d'art khmer par l'Indochine française (20 novembre 1941)

Leur valeur fut estimée par l'EFEO, à l'époque, à 50 000 yens. Même s'il est difficile de rapporter précisément cette somme, calculée en temps de guerre, aux monnaies actuelles, ce montant correspond à quelque 135 millions de yens actuels soit environ 1,1 million d'euros. Comme nous l'expliquons plus bas, ce montant donné par l'EFEO dérivait des prix pratiqués lors des ventes menées par l'École. Cette évaluation était donc

bien inférieure aux prix normalement pratiqués sur le marché de l'art, et 100 millions de yens actuels représentent un minimum si l'on souhaite estimer la vraie valeur des objets khmers échangés entre 1941 et 1944. Quand bien même les médias exagéraient en évoquant des « objets d'art du niveau des trésors nationaux », ils n'en sont pas moins extrêmement précieux¹⁰. C'est précisément parce qu'il lui fallut rassembler des pièces équivalentes en qualité d'exécution et en valeur à l'ensemble tout à fait inattendu que l'EFEO avait envoyé au Japon, que le musée impérial eut des difficultés à sélectionner les objets japonais qui seraient envoyés en échange. Cette tâche lui prit un an, comme déjà noté.

De là se pose la question des motivations qui présidèrent à cet envoi si riche de la part de l'EFEO. Si l'objectif avancé de cet échange était l'organisation d'« échanges culturels » entre le Japon et l'Indochine française, on peut penser que la France comme le Japon cherchaient tous deux, en contexte de guerre, à mettre en place une politique culturelle à l'intention de la société internationale.

Penchons-nous tout d'abord sur les objectifs du côté japonais. Historiquement, les relations entre le Japon et le Cambodge étaient très faibles. L'art khmer n'était quasiment pas présenté dans l'Archipel. Le Japon ne comptant alors aucun collectionneur d'art khmer, la situation était donc très différente de celle de l'art ancien coréen ou de l'art chinois, qui étaient collectionnés avec ferveur à la faveur du contexte colonial ou semi-colonial de ces deux pays. L'échange de 1941-1944 constituait donc pour le Japon l'occasion d'obtenir, pour la première fois, de tels objets. D'où la demande explicite de la Kokusai bunka shinkōkai pour un ensemble d'objets permettant de saisir l'art khmer de façon synthétique. Mais le Japon en

10. Bien que la comparaison ait ses limites, on peut comparer le montant des objets cédés par l'EFEO avec l'acquisition en 1932 par le musée des beaux-arts de Boston de la peinture sur rouleau *Kibi no otodo nittō emaki* 吉備大臣入唐絵巻 (Rouleau enluminé du voyage en Chine du ministre Kibi), un chef-d'œuvre du XI^e siècle du niveau d'un trésor national, qui fut vendue par la famille Sakai de Wakasu pour la somme de 180 000 yens. Une boîte à thé de l'époque des Tang (dite *Kokushi nasu* 国司茄子), qui provenait de la collection d'un *daimyō*, atteignit l'enchère la plus élevée lors de cette vente (400 000 yens) et fut finalement attribuée par tirage au sort au prix de 200 000 yens. Il paraît difficile, dans ces conditions, d'estimer que soixante-et-onze objets d'un montant total de 50 000 yens fussent « du niveau des trésors nationaux ».

guerre n'était-il motivé que par un pur intérêt artistique ? De fait, le regard japonais se portait de manière plus insistante vers la péninsule indochinoise : les considérations politiques, économiques et culturelles allaient en s'affirmant au fur et à mesure que le front progressait en Asie du Sud-Est. De nombreuses études françaises sur le site d'Angkor furent traduites à ce moment-là, par exemple le *Voyage dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos* d'Henri Mouhot de 1868 (Mouhot 1942), *L'Art khmer classique* d'Henri Parmentier de 1939 (Parmentier 1943), le *Voyage au Cambodge. L'architecture khmère* de Louis Delaporte de 1880 (Delaporte 1944), ou encore *Angkor* de George Groslier de 1924 (Groslier 1943). Les traducteurs de ces ouvrages en appelaient, dans les versions japonaises, à l'impérieuse nécessité pour le Japon de conduire lui-même des fouilles sur le site d'Angkor. Miyake Ichirō 三宅一郎, le traducteur de Groslier, notait par exemple dans sa postface d'*Angkor* :

Angkor est proche de nous. Angkor appartient à l'Orient. C'est un lieu que le Japon doit connaître et étudier en profondeur. Nous ne pouvons pas nous contenter de nous appuyer sur les études des savants européens. (Groslier 1943 : 203-204)

Le Japon cherchait alors à construire la fameuse « Sphère de coprosperité de la grande Asie orientale », prétendument dans l'intérêt de tous les pays concernés. Le site d'Angkor était un élément central du patrimoine culturel est-asiatique que le Japon se devait donc de protéger à la place de la France. La présentation des œuvres artistiques khmères ou du site d'Angkor au Japon doit aussi être replacée dans ce contexte et au sein de ce discours.

Soulignons enfin que le site d'Angkor était encore en ruines à l'époque, situation qui fut mise en exergue lors de sa présentation au Japon. Le journal *Asahi* publia, par exemple, l'article « En visite au site d'Angkor Vat » qui décrivait « la beauté mystérieuse de ces ruines » que l'on pouvait ressentir à Angkor (*Asahi shinbun* 8-10 août 1941). Une certaine image fictive d'un site perdu au milieu de la jungle s'était constituée sous les Français, à partir du milieu du XIX^e siècle. L'idée que le Cambodge pourrait être régénéré en faisant renaître ces ruines avait également servi à légitimer la présence française en Indochine. Le Japon utilisait donc, au début de la décennie 1940, la même logique pour servir un objectif politique similaire. La rénovation du site avait alors progressé, après que l'EFEO en eut réalisé des études archéologiques, mais cela ne fut pas rapporté par les journaux japonais qui soulignèrent que les ruines étaient toujours à l'abandon. De là l'idée que les

Asiatiques seraient les seuls à même de les protéger. L'article du quotidien *Asahi* reproduisait une photographie montrant des soldats en train de pénétrer dans le sanctuaire central en brandissant le drapeau japonais (fig. 2), avec le commentaire : « Le site lui aussi sous la protection de l'armée impériale¹¹ ». L'intérêt pour Angkor Vat ne peut ainsi pas être dissocié des préoccupations politiques japonaises vis-à-vis de l'Asie orientale et des avancées militaires, contexte indépassable de l'échange de 1941-1944. Constituer et exposer une collection d'objets khmers permettrait de démontrer que le Japon avait militairement atteint le territoire cambodgien.



Fig. 2

Soldat japonais pénétrant dans le sanctuaire central d'Angkor Vat, (journal *Asahi*, 8 août 1941)

11. « *Kōgun no te ni iseki mo antai* » 皇軍の手に遺蹟も安泰.

D'un autre côté, quels étaient les objectifs de l'EFEO, qui avait offert d'elle-même un important volume d'objets au Japon ? Les motivations de l'École sont aujourd'hui difficiles à saisir puisque les archives relatives à l'échange ont disparu, comme on l'a noté. Nous pouvons néanmoins approcher cette question en analysant les autres activités culturelles bilatérales menées entre l'École et le Japon, autour de la venue de Goloubew dans l'Archipel dans le cadre des « échanges de savants ». Celui-ci vint au Japon en mai 1941 pour une durée de deux mois, et il donna à la Maison franco-japonaise une conférence intitulée « La résurrection d'Angkor¹² ». Il organisa aussi du 9 au 15 juin une « Exposition photographique de l'École française d'Extrême-Orient (Angkor, Tonkin, et Annan) », à nouveau dans les murs de la Maison franco-japonaise (RMFJ 1941 : 14-15). Goloubew décrivit à ces occasions le travail effectué par l'EFEO à Angkor Vat. Son objectif ne se limitait donc pas à renseigner le public japonais sur le site – pour lequel ce public se découvrait un intérêt –, mais consistait aussi à expliquer la contribution archéologique de l'École depuis un demi-siècle¹³.

Si les conférences et l'exposition réalisées et coordonnées par Goloubew au Japon semblent être de simples interventions scientifiques, elles possédaient pourtant un sens particulier au moment de la guerre, qui allait bien au-delà du pur travail savant. L'exposition présentant l'état d'avancement de la restauration du site d'Angkor fut considérée comme problématique

12. AEFEO, « lettre de V. Goloubew au directeur de l'EFEO », Hanoi, le 28 avril 1941.

13. Goloubew donna aussi une conférence à la Maison franco-japonaise (10 juin) sur « L'art khmer » et une conférence au Meiji seimei-kan 明治生命館 (siège des Assurances-vie Meiji) (12 juin), intitulée « L'art ancien de l'Annan et du Tonkin », devant plus de trois cents personnes (AEFEO, Carton 16, « lettre : de V. Goloubew au Dir de l'EFEO, Hanoi, le 28 avril 1941 », non signée ; *Asahi shinbun*, 13 juin 1941). Il donna aussi une conférence sur « Le bouddhisme au Laos » à la Société bouddhique franco-japonaise (Nichifutsu bukkyō kyōkai 日仏仏教協会) et intervint à propos d'Angkor Vat à l'Association des Mers du Sud (Nan.yō kyōkai 南洋協会) (BEFEO 1942). Un banquet fut organisé le 14 juin à la Maison franco-japonaise, qui aurait accueilli quelque deux cent cinquante personnes. Goloubew se rendit ensuite à Kyoto où il effectua de nouveau une conférence sur Angkor Vat à l'Institut franco-japonais du Kansai et où il rencontra Umehara Sueji, qui devait se rendre l'année suivante en Indochine dans le cadre des échanges de savants. Umehara et Goloubew étaient amis de longue date. Ils « se rendirent ensemble dans divers endroits du Japon, à commencer par le musée Fujii Yūrinkan [藤井有鄰館], afin de voir des tambours en bronze » (Umehara 1973 : 199).

par la Kokusai bunka shinkōkai, ainsi que par la Maison franco-japonaise. La Société, qui devait subvenir à l'intégralité des frais occasionnés par cet échange de savants, ne finança finalement pas cette exposition, tandis que le directeur français de la Maison franco-japonaise, Frédéric Joüon des Longrais (1892-1975), notifia à l'EFEO, après l'exposition, que « la Maison franco-japonaise qui est essentiellement un institut de recherche scientifique n'a pas à sa disposition de fonds de propagande » et qu'« elle doit dire franchement qu'elle ne pourra renouveler semblable effort¹⁴ ».

L'exposition organisée par l'EFEO apparut ainsi comme de la « propagande » colonialiste française conduite sur le territoire japonais. Les raisons dérivent du contexte politique de l'année 1941, notamment des bouleversements que connut l'Indochine française au moment où Goloubew était au Japon. La province de Siem Reap, où est situé Angkor, avait été territoire du Siam (actuelle Thaïlande) jusqu'en 1907, pour être ensuite rétrocédée au Cambodge par le traité du 23 mars 1907 entre la France et le Siam. Ce dernier considéra néanmoins ledit traité comme nul après la chute de la Troisième République et se prépara à la guerre contre les forces françaises en janvier 1941. Le Japon souhaitait quant à lui éviter tout affrontement avec les forces siamoises tandis qu'il stationnait militairement en Indochine : il força un accord de paix entre Siamois et Français, et transféra à nouveau la province de Siem Reap au sein du territoire siamois. Ces conférences et expositions qui présentèrent la contribution française à la compréhension archéologique d'Angkor apparurent donc peut-être aussi comme autant de protestations de la France envers le Japon qui venait de retirer la région d'Angkor du territoire cambodgien sous mandat français.

Les réticences de la Kokusai bunka shinkōkai vis-à-vis de l'exposition préparée par l'EFEO montrent clairement ce que le Japon attendait des échanges culturels avec l'Indochine. Si la Société souhaitait présenter les arts indochinois, ce n'était pas pour mettre en avant l'œuvre de protection et de promotion française. Or, c'est précisément cette dimension de leur travail que les chercheurs dépêchés par l'EFEO mirent en avant au Japon. C'est pour cette raison que la conférence de Goloubew à la Maison

14. AEFEO, lettre du directeur de la Maison franco-japonaise à George Coëdes, 4 sept. 1941, signée Joüon des Longrais : « Projet concernant les échanges de conférenciers entre l'Indochine et le Japon et leurs rapports avec la Maison franco-japonaise ».

franco-japonaise s'intitulait « La résurrection d'Angkor » et qu'elle portait sur les travaux de restauration du site. L'École cherchait à souligner l'importance de la présence française en Indochine en présentant Angkor au Japon, non pas en tant qu'élément de l'histoire khmère, mais comme un site archéologique étudié avec précision grâce aux savants français.

Ainsi, les objets offerts au Japon en 1941-1944 n'avaient-ils pas pour objectif de simplement faire connaître la culture khmère. Les objets découverts en fouilles à Angkor constituaient autant d'éléments patrimoniaux exhibant à la face du monde la grandeur politique et savante de la France qui, en soumettant le Cambodge, avait su restaurer et faire renaître ce site. Cette dimension doit aussi être considérée lorsqu'on se penche sur les ventes de statuaire khmères par l'EFEO à des musées européens et américains dans les années 1920 et 1930. L'École vendit vingt-huit statues au musée des beaux-arts de Boston et au musée de Portland en 1924 (6 730 francs), quatre autres statues au Rijksmuseum d'Amsterdam en 1932 (24 000 francs) et encore six statues au Metropolitan Museum en 1935 (195 000 francs). Elle déclara, lors de chacune de ces transactions, que « ces pièces appartiennent à un type extrêmement répandu, et [que] leur aliénation ne privera le patrimoine archéologique du Cambodge d'aucune pièce unique ». Au contraire, ces ventes devaient contribuer à « répandre la connaissance de l'art khmer » et à augmenter le « prestige » de l'EFEO et de l'Indochine française¹⁵. Inversement, cette position signifie qu'il était nécessaire d'augmenter le prestige du travail archéologique mené à Angkor par la France, en organisant des ventes internationales ou des échanges. Les objets vendus ou échangés à l'étranger constituent autant de symboles de la domination coloniale française en Indochine. Cet aspect explique peut-être mieux le nombre et la qualité d'exécution des œuvres offertes au Japon durant la guerre. Pierre Singaravélou critique ces transactions au titre de « privatisation » du passé khmer (Singaravélou 2000 : 261). Cet aspect mérite d'être particulièrement souligné concernant l'échange réalisé entre l'EFEO et le Japon en guerre.

15. AEFEO, « lettre du directeur de l'EFEO au gouverneur général de l'Indochine », le 28 avril 1931 ; AEFEO, « lettre du directeur de l'EFEO à Goloubew », Hanoi, le 20 février 1936.

3. Comment furent sélectionnés les objets pour l'échange

La rapidité avec laquelle les objets offerts au Japon furent choisis frappe l'esprit. Comme déjà noté, l'EFEO sélectionna rien moins que soixante-neuf œuvres en à peine deux mois. Nous devons nous demander comment cette tâche a pu être possible et si aucune barrière juridique n'entravait ce type de transaction, comme si l'École pouvait vendre ou échanger librement des objets anciens considérés comme des biens « privés ».

En Indochine française, il existait un *Arrêté relatif à la conservation en Indo-Chine des monuments et objets ayant un intérêt historique ou artistique* (RF 1900 : 502), qui avait été promulgué en 1900, peu après la création de l'EFEO. L'article 2 de cet arrêté stipulait que les « monuments et objets ayant un intérêt historique ou artistique », en suivant de façon *ad hoc* l'avis et « le rapport du Directeur de l'EFEO », « ne pourront être aliénés, à peine de nullité de la vente, qu'après autorisation du Gouverneur général ». Autrement dit, il était impossible, à cause de ce cadre contraignant, de vendre ou de céder un objet ancien ou artistique issu du territoire indochinois. Cependant, le gouverneur général promulgua en février 1923 un *Arrêté autorisant la vente au Cambodge d'objets anciens provenant de monuments historiques*, qui légalisa de telles ventes (RF 1923 : 308). L'article 3 de ce nouvel arrêté spécifiait que le directeur des arts cambodgiens et le conservateur du groupe d'Angkor pouvaient dorénavant vendre « des objets qu'ils jugeront susceptibles d'être aliénés, comme ne présentant pas un intérêt scientifiquement ou artistiquement de nature à les faire retenir par les musées ou dépôts publics de la colonie ». C'est cet arrêté qui rendit possibles les ventes des années 1920 et 1930 aux musées européens et américains. En date de 1941, au moment de l'échange avec le Japon, l'EFEO avait déjà vendu quelque mille objets anciens à l'étranger.

Les objets envoyés au Japon ne furent en réalité pas sélectionnés de manière *ad hoc*, mais avaient déjà été déclassés, puis inscrits sur des listes de pièces susceptibles d'être vendues. Beaucoup de ces objets ainsi mis de côté n'avaient pu être cédés à cause de l'inactivité du marché de l'art après le début de la seconde guerre mondiale. Il fut donc aisé de constituer une liste d'objets à offrir au Japon, puisqu'il suffisait de puiser dans cet ensemble.

Les journaux japonais estimèrent que ces objets étaient « du niveau de trésors nationaux », mais il s'agissait principalement d'objets archéologiques de second ordre, déclassés par l'EFEO. Si la *Tête de bouddha* du

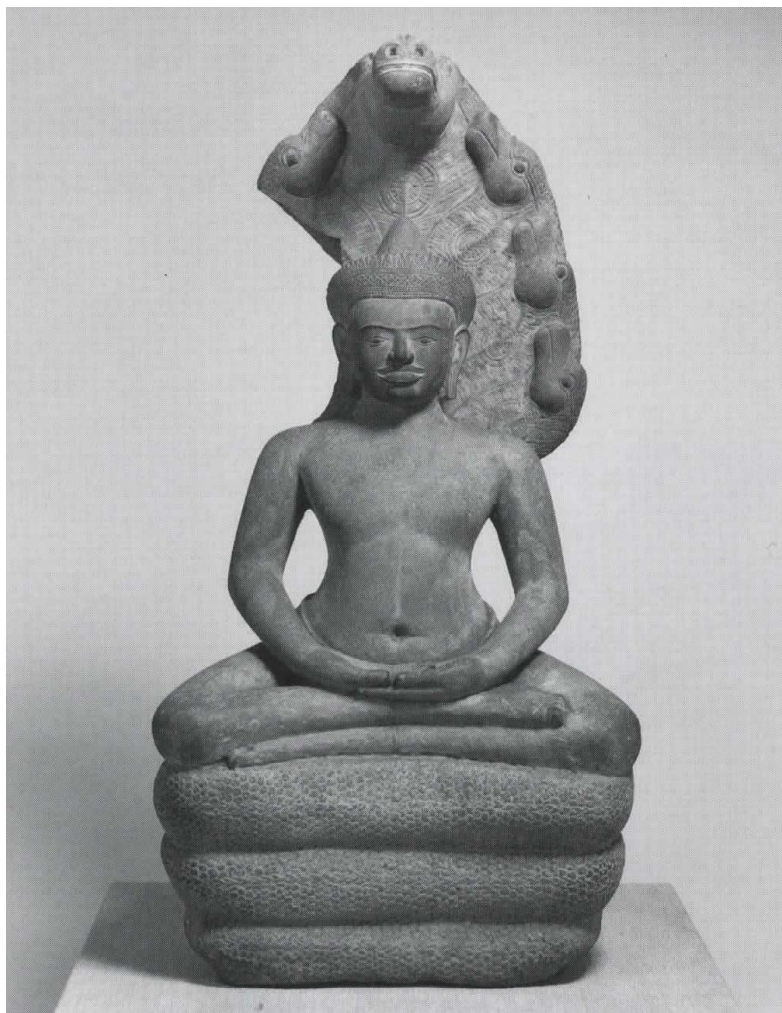


Fig. 3
Bouddha assis sur le Nāga,
provenant du site d'Angkor
Thom (xii^e s.). Collection du
musée national de Tokyo.
D'après Asanuma (1998)

Bayon (XI^e-XIII^e siècle, TC-385)¹⁶ ou les *Fragments d'antéfixes* provenant du Preah Parilay (XI^e-XIII^e s., TC-393, TC-394), par exemple, permettent de donner un bon aperçu de l'art khmer de la période angkoriennne, leur valeur artistique n'est cependant pas forcément majeure. En revanche, bien qu'in-complets, le *Bouddha assis sur le Nāga* d'Angkor Thom (XII^e s., TC-378 ; fig. 3), la *Statue de Lokeşvara* du même temple (XII^e-XIII^e s., TC-407), la *Divinité féminine de Damdek* (XII^e s., TC-384), la *Statue de Vişnu* du Prasat Olok (XII^e s., TC-382) ou encore la *Divinité masculine* du Ta Keo (XII^e s., TC-381) sont autant de chefs-d'œuvre artistiques qui méritent d'être exposés en musée. Ces cinq objets furent considérés par George Cœdès comme « de tout premier ordre » pour une exposition artistique¹⁷. Ils avaient été proposés à des musées européens et américains dans les années 1930 mais, le prix ne convenant pas, ils n'avaient pas été vendus. Il est possible que Cœdès, pensant aux expositions à venir au Japon, intégra des objets de grande qualité artistique au sein de l'ensemble envoyé.

Enfin, les actes des ventes qui eurent lieu après 1923 permettent de juger de la façon dont l'École prépara cet ensemble de soixante-neuf objets et l'estimation au total à 50 000 yens. L'EFEO vendait annuellement de cinquante à cent objets anciens pour une somme totale allant de 30 000 à 60 000 francs. Il s'agissait donc, sans doute, d'offrir un ensemble correspondant à peu près à cette moyenne, et qui permettrait – de par son volume et sa qualité – d'organiser au Japon une exposition spéciale sur l'art khmer.

En conclusion

Les objets envoyés par l'EFEO parvinrent au Japon durant la dernière phase de la guerre et ils ne furent jamais exposés pour faire la publicité des « échanges culturels » avec l'Indochine. Essuyant des revers militaires de plus en plus graves, le Japon allait prendre une attitude intransigeante en

16. Ces cotes sont celles du musée national de Tokyo. Voir aussi Asanuma (1998), qui présente des photographies de ces objets. On pourra également visualiser ces pièces sur le site suivant : <http://webarchives.tnm.jp/archives/>

17. AEFEO, « lettre de G. Cœdès à M. Birbaum », Hanoi, le 11 avril 1935.

Indochine, ce qui conduisit au coup de force de mars 1945. Cette collaboration culturelle resta donc purement nominale.

Les objets ne furent présentés au musée qu'en septembre 1949, au sein de l'*Exposition spéciale des œuvres d'arts échangées avec l'Indochine française* (*Futsuin kōkan bijutsuhin tokubetsu tenkan 仏印交換美術品特別展観*), qui dura trois mois (Tōkyō kokuritsu hakubutsukan 1973 : 603). Mais cette exposition ne connut pas un grand succès et ne fut pas accompagnée d'un catalogue. Le sens originel qui avait présidé à l'arrivée de ces objets avait disparu avec la fin de la guerre, que les Japonais souhaitaient oublier depuis la défaite. Par ailleurs, nous avons évoqué la méconnaissance relative au Japon de la statuaire khmère, qui ne suscitait que peu d'intérêt, même sur le plan artistique. Ces objets ne furent pas ensuite intégrés à l'exposition permanente, mais simplement placés dans les réserves du musée. La situation changea lorsque le musée national de Tokyo ouvrit en 1968 une galerie asiatique (Tōyōkan 東洋館), afin de présenter les arts des pays d'Asie autres que le Japon. Mais la majeure partie de la collection khmère ne fut pas intégrée à son exposition permanente et continua à dormir dans les réserves. Ces objets venus au Japon durant la guerre disparurent ainsi de la mémoire japonaise, de même que l'histoire de ces brefs échanges culturels avec l'Indochine française¹⁸.

Ils ressurgirent un demi-siècle plus tard, en janvier 2013, lorsqu'ils furent enfin présentés, pour la majorité d'entre eux, au sein de l'exposition permanente du musée. Angkor et l'art khmer avaient bénéficié d'un nouvel éclairage depuis les années 1990, dans le cadre de collaborations internationales visant à la protection du site. La grande exposition *Angkor et dix siècles d'art khmer* fut organisée en 1997 et 1998 à Paris, Washington et Tokyo, en rassemblant pour l'occasion les collections du musée national du Cambodge, du musée Guimet, ainsi que, lors de sa présentation à Tokyo, trois pièces du musée national de Tokyo (Tōkyō-to bijutsukan 1997-1998). Aujourd'hui, alors que la mémoire de cette guerre est oubliée, ces œuvres

18 Une exposition des « Trésors secrets du Royaume du Cambodge » (*Kanbojia ōkoku hihō ten* カンボジア王国秘宝展) fut organisée en 1963 au grand magasin Matsuzakaya à Tokyo, avec une partie de la collection du musée royal du Cambodge, de Phnom Penh. Le musée national de Tokyo soutint l'événement mais n'y présenta aucune pièce de sa collection.

d'art khmer peuvent enfin connaître une nouvelle histoire et contribuer à faire connaître l'art khmer au Japon.

*Traduit du japonais par Arnaud Nanta,
avec la collaboration de Christophe Marquet*

Bibliographie

Asahi shinbun 朝日新聞 13 juin 1941
« Futsuin kyōju no kōshūkai » 佛印教授
の講習會 (Conférence d'un professeur
d'Indochine française), article de presse.

Asahi shinbun 8-10 août 1941
« Ankōru Watto no iseki o toburau »
アンコールワットの遺蹟を訪ふ (En visite au
site d'Angkor Vat), article de presse.

Asahi shinbun 20 novembre 1941
« Kokugai fushutsu no meihin-zoroi,
torai no Futsuin kobijutsu nanajūichi
ten » 國外不出の名品揃ひ 渡來の佛印
古美術七十一點 (Un ensemble de chefs-
d'œuvre jamais sortis du pays : soixante-
et-onze pièces d'art ancien provenant
d'Indochine française), article de presse.

ASANUMA Takeshi 淺湫毅 (dir.) 1998
*Ankōru no bijutsu. Furansu Kyokutō
gakuin kōkan-hin mokuroku* アンコールの
美術—フランス極東学院交換品目録 /
*Angkor. Khmer Art Exchanged with l'École
française d'Extrême-Orient*, Tokyo, Tōkyō
kokuritsu hakubutsukan 東京国立博物館.

**Bulletin de l'École française d'Extrême-
Orient (BEFEO) 1942**

« Chronique : Relations extérieures.
Japon », BEFEO, 42 : 231-234.

**DELAPORTE Louis (Rui Doraporuto
ルイ・ドラポルト) 1944**

Kanboja kikō. Kumēru geijustu to Ankōru
カンボチャ紀行—クメエル藝術と
アンコール (*Voyage au Cambodge.
L'architecture khmer*), trad. Miyake Ichirō
三宅一郎, Tokyo, Seijisha 青磁社.

FUJIHARA Sadao 藤原貞朗 2008

*Orientalisuto no yūtsu. Shokuminchi
shugi jidai no Furansu tōyō gakusha to
Ankōru iseki no kōkōgaku*
オリエンタリストの憂鬱—植民地主義
時代のフランス東洋学者とアンコール遺蹟の
考古学 (La mélancolie des orientalistes.
Orientalistes français et recherches
archéologiques à l'époque coloniale à
Angkor), Tōkyō, Mekon めこん.

**GROSLIER George (Joruju Gurosurie
ヂョルチュ・グロスリエ) 1943**

Ankōru iseki アンコール遺蹟 (*Angkor*),
trad. Miyake Ichirō 三宅一郎, Tokyo,
Shinkigensha 新紀元社.

IYANAGA Nobumi 彌永信美 2009
 « Compte rendu de lecture de l'ouvrage de Fujihara Sadao, *Orientalisuto no yūtsu. Shokuminchi-shugi jidai no Ankōru iseki no kōkōgaku to Furansu no tōyō gakusha*, Tokyo, Mekon, 2008 », *Cahiers d'Extrême-Asie*, 18 : 261-277.

KUWAHARA Noriko 桑原規子 2008
 « Kokusai bunka shinkōkai shusai "Futsuin junkai gendai nihonga tenrankai" ni miru senjiki bunka kōsaku » 国際文化振興会主催『仏印巡回現代日本画展覧会』にみる戦時期文化工作 (La politique culturelle [japonaise] en temps de guerre au prisme de l'Exposition itinérante de peinture japonaise contemporaine en Indochine française, organisée par la Kokusai bunka shinkōkai [Société pour le développement des relations culturelles internationales]), *Seitoku daigaku gengo bunka kenkyūjo ronsō* 聖徳大学言語文化研究所論叢, 15 : 229-262.

MOUHOT Henri (Anri Muo アンリ・ムオ) 1942
Shamu, Kamuboja, Raosu sho ōkoku henreki-ki シャム、カムボチャ、ラオス諸王國遍歴記 (*Voyage dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos*), trad. Ōiwa Makoto 大岩誠, Tokyo, Kaizōsha 改造社.

PARMENTIER Henri (Anri Parumantie アンリ・パルマンティエ) 1943
Ankōru ishi-gun アンコール遺址群 (*L'art khmer classique*), trad. Nagata

Itsurō 永田逸郎, Tokyo, Ikuseisha kōdōkaku 育生社弘道閣.

RMFJ 1941
 « Résumé du 18^e Rapport annuel de la Maison franco-japonaise », *Nichifutsu kaikan dai jūhachikai hōkoku* 日佛會館第拾八回報告 (18^e Rapport de la Maison franco-japonaise), Tokyo, Maison franco-japonaise 日仏會館 : 31 p.

République française (RF) 1900, 1923
Journal Officiel.

SINGARAVÉLOU Pierre 2000
L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956). Essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale, Paris, L'Harmattan.

Tōkyō-to bijutsukan 東京都美術館 & **Ōsaka shiritsu bijutsukan** 大阪市立美術館 (éd.) 1997-1998
Ankōru watto to Kumēru bijutsu no sen nen ten アンコールワットとクメール美術の1000年展 (Exposition Angkor Vat et mille ans d'art khmer), Tokyo, Osaka, Tōkyō-to bijutsukan, Ōsaka shiritsu bijutsukan, catalogue d'exposition.

Tōkyō kokuritsu hakubutsukan 東京国立博物館 (éd.) 1973
Tōkyō kokuritsu hakubutsukan hyakunen-shi 東京国立博物館百年史 (Cent ans d'histoire du musée national de Tokyo), Tokyo, Tōkyō kokuritsu hakubutsukan.

UMEHARA Sueji 梅原末治 1973
Kōkōgaku rokujū nen 考古学六十年 (Soixante ans d'archéologie), Tokyo, Heibonsha 平凡社.